



Lettre de la Péninsule arabe – Juillet 2018 © DG Trésor



Lettre de la Péninsule arabe

N° 2 – Août 2018

EDITORIAL

Les perspectives économiques et financières des pays de la Péninsule arabe s'améliorent globalement à court terme. Après avoir enregistré un ralentissement de l'activité de -0,2 % en 2017, les économies de la région devraient connaître une reprise estimée par le FMI à 2 % en 2018 et 2,7 % en 2019. Celle-ci devrait être soutenue par les premiers bénéfices des plans de diversification qui tendent à développer la croissance hors hydrocarbures et les nouvelles recettes fiscales, combinés à une croissance positive du « PIB hydrocarbures » sous l'effet prix de la remontée sensible de la moyenne des cours du pétrole et du gaz depuis fin 2017 et sous l'effet volume de la décision prise fin juin 2018 par l'OPEP et ses alliés dans le cadre de l'Accord de Vienne. La forte réduction des déficits jumeaux prévue en 2018 (solde budgétaire et solde courant), voire le retour des excédents (Qatar, Koweït, EAU), constitue donc une bonne nouvelle au regard de la situation économique et financière.

Néanmoins, des points de vigilance demeurent :

- sur les économies les plus fragiles : Oman qui semble pour l'instant avoir renoué avec une dynamique positive, et surtout Bahreïn qui vient enfin d'obtenir l'annonce d'un nouveau soutien financier de ses voisins du Golfe, condition nécessaire mais pas suffisante pour un retour de la confiance des marchés financiers. Les modalités de mise en place de ce soutien restent à préciser, mais le maintien de la présence de Lazard en qualité de conseil pour la gestion des finances publiques devrait contribuer à rassurer.
- les places financières de Bahreïn et de Dubaï sont mises à l'épreuve : la forte augmentation de l'exposition des institutions bancaires et financières bahreïniennes au secteur public inquiète, d'autant plus que le gouvernement de Manama va devoir poursuivre ses emprunts auprès des banques locales pour le financement d'une partie de ses déficits budgétaires et le remboursement d'échéances. A Dubaï, le scandale de la faillite d'Abraaj, premier *equity fund* du Moyen-Orient et d'Afrique, a ébranlé la crédibilité du régulateur du DIFC et freine pour la première fois les ambitions de la place financière de l'Emirat.
- les investisseurs étrangers restent prudents sur la région, dont l'environnement politique et des affaires est jugé instable, de manière différenciée certes mais la perception actuelle semble leur recommander d'attendre ou reporter plutôt que d'investir massivement face aux nombreux projets présentés. La situation au Yémen, la crise régionale entre le Quartet et le Qatar (enlisée, comme anticipé), le manque de visibilité sur la mise en œuvre des réformes et la tentation d'en abandonner certaines, pourtant nécessaires, à l'aune du retour de la manne pétrolière, la situation au regard de l'Iran, les doutes liés aux effets d'annonce sans suites, n'y sont certainement pas étrangers.

Malgré ces points de vigilance, il convient de rappeler que **la Péninsule arabe offre toujours un potentiel très important de contrats et de courant d'affaires pour nos entreprises**, prudence donc certainement mais présence active et flexibilité restent les maîtres-mots pour ne pas laisser échapper les nombreuses opportunités.

Enfin, à moyen et long terme, je suis persuadé que cette région arrive à la croisée des chemins, hors cycles pétroliers, **les modèles économiques de diversification reposant sur les industries et services traditionnels ont fait leurs preuves mais touchent à leur fin**. Une vraie réflexion est déjà lancée dans la région et à Dubaï en particulier pour retrouver une réelle attractivité, réduire les coûts, créer de nouvelles valeurs ajoutées, penser le modèle de demain. **Ne doutons pas de la capacité de cette région à se transformer**, et notamment **de l'impulsion que donnera Dubaï pour se réinventer**, au-delà de l'Exposition universelle 2020. Les années à venir promettent d'être passionnantes et, je l'espère, fructueuses pour nos entreprises et leurs partenariats dans cette région.



Lettre de la Péninsule arabique – Juillet 2018 © DG Trésor

Pour ma part, je souhaite vous remercier sincèrement des échanges, des coopérations, des actions que nous avons menés ensemble ces trois dernières années, d'abord sur les Emirats arabes unis, puis à l'aune régionale de la Péninsule arabique.

Je quitte la région cet été pour rejoindre un nouveau poste à la direction du Service économique régional de Moscou pour la Russie et la CEI. **Philippe Chatignoux** prendra ses fonctions en qualité de Chef du Service économique régional pour la Péninsule arabique début septembre et sera à votre disposition, ainsi que son adjoint **Alban Aubert**, pour toutes les questions économiques et financières sur la région, en coopération avec les **Services économiques d'Abu Dhabi, Doha, Koweït, Manama, Mascate et Riyad (+ Djeddah)** à qui je souhaite rendre hommage pour leur efficacité, la qualité de leur travail et leur dévouement à votre service.

N'hésitez pas à visiter leurs nouveaux sites internet, listés en dernière page de cette Lettre.

Je vous souhaite à toutes et à tous de nombreux succès... et une bonne lecture.

Patrick ERBS
Chef du Service Economique Régional
pour la Péninsule arabique

**Situation économique et financière au premier semestre 2018**

1. La croissance économique des membres du CCEAG devrait, selon toute vraisemblance, repartir à la hausse en 2018 (+ 1,9 % sur l'ensemble de la région selon le FMI) et plus encore en 2019 (+2,7 %). Après une forte contraction en 2017 (-2,8 %), le PIB « hydrocarbures » devrait enregistrer une croissance positive en 2018, sous l'effet de la reprise des cours et d'une hausse de la production de pétrole (les pays du Golfe, essentiellement l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït, devraient être les principaux bénéficiaires de l'accord OPEP+ de juin en relevant leur niveau de production). Néanmoins, comme ces dernières années, la croissance « hors hydrocarbures » devrait demeurer le principal moteur de ces économies. Après deux années de consolidation, de nombreux plans de relance ont été annoncés dans la région. C'est notamment le cas en Arabie saoudite avec un plan de 19,2 Mds USD sur 4 ans (dont 5,6 Mds USD en 2018 figurant dans la Loi de Finances) en soutien au secteur privé. Plus récemment, l'Emirat d'Abu Dhabi a annoncé une enveloppe de relance économique de 13,6 Mds USD. Le développement du secteur « hors hydrocarbures » bénéficie également des politiques de diversification, notamment à Bahreïn où les fonds de développement octroyés par les autres membres du CCEAG sont utilisés efficacement pour les infrastructures, ou au Koweït qui voit émerger une nouvelle vague de projets en Partenariat Public Privé.

2. La région reste cependant exposée à de nombreux risques, essentiellement externes, reposant sur l'éventualité d'une nouvelle baisse des cours du pétrole (les hydrocarbures occupent encore une place prépondérante dans les recettes budgétaires et les exportations des pays du Golfe), ou sur l'instabilité de l'environnement politique régional. Sur le plan interne, un ralentissement du rythme des réformes suite à l'amélioration de la conjoncture à court terme nuirait aux perspectives à moyen et long terme de la région.

3. Plusieurs tendances se sont dessinées au sein de la région au cours du premier semestre 2018.

3.1 Les Emirats arabes unis, le Qatar et le Koweït continuent d'afficher des fondamentaux économiques solides, tant sur le plan des finances publiques (des excédents budgétaires sont prévus par le FMI au Qatar et au Koweït pour 2018 tandis que le déficit émirien devrait rester contenu) que pour les comptes extérieurs (un excédent courant de 6,1 % du PIB est prévu dans la région en 2018).

3.2 Les perspectives sont plus incertaines en Arabie saoudite, où les autorités mettent en œuvre leur plan de réformes structurelles qui devrait à terme améliorer la compétitivité et l'attractivité du Royaume. Cependant, les investisseurs internationaux se montrent extrêmement frileux : les flux d'IDE entrants sont passés de 16 Mds USD en 2015, à 7,5 Mds USD en 2016 pour tomber à 1,4 Md USD en 2017 selon la CNUCED. Vraisemblablement soucieux des tensions régionales et d'un climat des affaires altéré par les conditions de la purge anti-corruption fin 2017, les investisseurs semblent désireux de temporiser leurs projets sur le Royaume.

3.3 Même s'ils continuent d'afficher des déficits jumeaux importants, Oman et Bahreïn semblent suivre des dynamiques différentes. Une dynamique relativement positive pour Oman dont le déficit budgétaire (de 12,7 % du PIB en 2017 à 5 % du PIB en 2018) et le déficit courant (de 15,5 % du PIB en 2017 à 6,9 % du PIB en 2018) devraient significativement se réduire cette année. Le Sultanat a bénéficié non seulement de la hausse des cours des hydrocarbures mais aussi de la crise diplomatique avec le Qatar, à travers une hausse du trafic aérien et maritime et des flux commerciaux Oman-Qatar. Une dynamique plus négative pour Bahreïn qui n'a pas réussi à lever les fonds escomptés lors d'une émission souveraine effectuée au mois de mars. La perception de sa dette s'est fortement détériorée sur les marchés internationaux (le spread des CDS à 5 ans est passé de 250 pdb en mars 2018 à plus de 600 pdb à son pic au mois de juin). L'annonce faite par l'Arabie saoudite, les Emirats arabes unis et le Koweït en soutien à Bahreïn pour ses réformes économiques et sa stabilité budgétaire constitue néanmoins un signal positif fort dont Bahreïn avait bien besoin.



Relations économiques entre les membres du CCEAG et l'Iran

1 – Les Emirats arabes unis concentrent une grande majorité des échanges commerciaux de la région avec l'Iran

Les échanges commerciaux des membres du CCEAG avec l'Iran sont relativement modestes. Ils ont atteint 22,3 Mds USD en 2017 selon le FMI, soit environ 2 % des échanges commerciaux de la région. Les Emirats arabes unis (93,7 % des échanges) et, dans une moindre mesure, Oman (4,6 %), le Koweït (1,2 %) et le Qatar (0,4 %) réalisent la quasi-totalité de ces échanges. Le retrait des Etats-Unis du JCPOA pourrait freiner ces flux qui avaient enregistré un rebond d'environ 10 % suite à la signature de l'accord en 2016.

Les Emirats exportent principalement vers l'Iran (19,9 Mds d'exportations contre 1 Md d'importations). L'Iran est le premier client des Emirats arabes unis et les EAU sont le premier fournisseur de l'Iran en 2017 avec une part de marché avoisinant 29 %. Ces exportations sont constituées à 95 % de réexportations transitant par le port de Jebel Ali.

Le solde commercial de la région vis-à-vis de l'Iran est ainsi largement excédentaire (20,7 Mds d'USD d'exportations contre 1,6 Mds USD d'importations) en 2017. Outre les Emirats arabes unis, Oman a retrouvé un excédent commercial envers l'Iran après cinq années consécutives de déficit, tandis que le Koweït et le Qatar enregistrent un déficit commercial structurel avec l'Iran.

Les exportations émiriennes vers l'Iran présentent une structure relativement équilibrée, dominées par les véhicules automobiles (7 %), les appareils et engins mécaniques (6 %) et les tissus synthétiques (4 %), les importations étant principalement constituées de métaux. **Les échanges des autres pays de la région avec l'Iran se concentrent au contraire sur certains produits spécifiques.** Les exportations omanaises vers l'Iran sont dominées par le tabac (54 %) et les produits pétrochimiques (33 % après une progression de +167 % en 2017) et les importations omanaises sont surtout constituées de fonte, fer et acier. Les produits importés d'Iran au Qatar et au Koweït sont principalement composés de matériaux de construction : ciment et roches à plâtre (avec des parts respectives de 56 % et de 37 %).

Suite à la crise diplomatique régionale, **le Qatar a naturellement renforcé ses relations commerciales avec l'Iran.** Avec une plus grande ouverture de son marché domestique aux exportateurs iraniens, ces derniers ont pu profiter de livraisons ad hoc de denrées alimentaires par voie aérienne suite au déclenchement de la crise. De nouveaux couloirs commerciaux reliant la Turquie, mais aussi le Turkménistan et l'Azerbaïdjan, au Qatar via l'Iran ont également été ouverts, avec l'appui des gouvernements respectifs, qui ont établi en octobre 2017 un comité mixte destiné à faciliter les coopérations en matière de transport aérien et maritime. Le port de Hamad ambitionne à long terme de capter une part plus importante des flux commerciaux en provenance et à destination de l'Iran, qui transitent actuellement par Dubaï. Ce rapprochement n'est cependant pas encore visible sur le plan macroéconomique, les échanges commerciaux entre les 2 pays ont en effet stagné entre 2016 et 2017 à environ 98 M USD.

2 – L'exploitation de champs gaziers communs ne devrait pas être interrompue par les membres du CCEAG

Les évolutions politiques n'ont pas eu d'impact, à ce stade, sur l'exploitation des champs gaziers que partagent certains pays du Golfe avec l'Iran :



- **le champ North Field / South Pars avec le Qatar**, abrite les premières réserves naturelles de gaz au monde, estimées à 51 000 Mds m³. Suite à la levée en avril 2017 du moratoire sur ce champ, les autorités qatariennes avaient annoncé leur intention de majorer de 30 % leurs capacités de production de gaz naturel, peu après l'annonce par l'Iran de la signature avec Total et China Petroleum Corporation d'un contrat portant sur le développement de la phase 11 de South Pars. La situation devra faire l'objet d'un suivi vigilant suite au retrait américain du JCPOA et l'annonce qui a suivi de la part de Total.
- **le champ Dorra / Arash**, traversant le Koweït, l'Arabie saoudite et l'Iran, dispose de réserves estimées à 5,6 trillions de pieds cubes. Son exploitation n'a pu être lancée en l'absence d'un accord de partage entre les différentes parties.
- **l'Arabie saoudite** continue en revanche d'exploiter trois autres champs gaziers partagés avec l'Iran (Lulu / Esfandiyar et Marjan / Foroozan).

En revanche, le projet de construction d'un gazoduc sous-marin de 200 kilomètres de long entre Oman et l'Iran pouvant acheminer jusqu'à 50 M de m³ / jour vers le Sultanat devrait à minima être retardé voire sérieusement réétudié, d'autant plus que les besoins d'Oman ont diminué avec l'exploitation à pleine capacité du champ gazier de Khazzan et la découverte d'importantes réserves de gaz en début d'année.

3. La présence économique iranienne demeure importante aux Emirats arabes unis, elle est plus limitée chez les autres membres du CCEAG.

L'Iran a une présence importante aux Emirats arabes unis (5^{ème} investisseur en 2015) et plus particulièrement à Dubaï (3^{ème} investisseur en 2015 avec plus de 5 % du stock d'IDE, 4^{ème} investisseur dans l'immobilier, à la 1^{ère} place en valeur moyenne des investissements).

Les investissements directs étrangers entre l'Iran et Oman sont très limités et a priori négligeables, n'étant communiqués par aucune des deux banques centrales. Les investissements iraniens en Oman seraient surtout concentrés dans le secteur bancaire, à hauteur de 52,5 M USD en 2015, reflétant surtout la présence des deux banques iraniennes *Bank Melli* et *Bank Saderat* dans le Sultanat. La présence d'une minorité perse conséquente (les Baloutches) laisse par ailleurs penser que des investissements iraniens ont également pu être réalisés dans l'immobilier.

Quelques familles iraniennes restent présentes à Bahreïn : les Ruyan, propriétaires de Ruyan Commercial Group, distributeur de matériel médical et de produits pharmaceutiques s'appuyant sur un réseau de fournisseurs iraniens ; les Biljeeks, propriétaires de plusieurs sociétés de production de portes et fenêtre en aluminium ; les Kazerononi (matériaux de construction).

Oman et le Qatar ont conclu de récents partenariats économiques avec l'Iran. Des partenariats d'affaires entre le Qatar et l'Iran ont émergé suite au déclenchement de la crise diplomatique, à l'image du contrat de distribution signé par les pharmacies Ebn Sina et l'iranien Cinna Genn en janvier 2018 (6 Mds USD) et l'annonce faite en octobre 2017 par la compagnie iranienne Shirin Asal Food de la possibilité d'ouvrir une confiserie au Qatar. S'agissant du Sultanat d'Oman, un protocole d'accord avait été signé en 2016 entre *Iran Khodro* et *Oman Investment Fund* en vue de produire des véhicules du modèle « *Dena* » via une usine d'une capacité de 20 000 unités au sein de la zone économique spéciale de Duqm. L'investissement, estimé à 200 M USD, ne s'est toutefois pas encore matérialisé.


Tableau : relations commerciales des membres du CCEAG avec l'Iran

		2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
Arabie saoudite	Exportations	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
	Importations	152	61	94	121	177	208	3	0
	Echanges	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
	Solde	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd	nd
Bahreïn	Exportations	30	10	89	5	6	7	2	2
	Importations	44	8	25	16	18	19	19	12
	Echanges	74	18	114	21	24	26	21	14
	Solde	-14	2	64	-11	-12	-12	-17	-10
Emirats arabes unis	Exportations	21176	17189	15610	13957	19940	16212	17719	19852
	Importations	1123	1314	4134	2788	1546	765	969	1042
	Echanges	22299	18503	19744	16745	21486	16977	18688	20894
	Solde	20053	15875	11476	11169	18394	15447	16750	18810
Koweït	Exportations	107	89	83	69	95	76	82	92
	Importations	109	155	166	190	238	242	201	180
	Echanges	216	244	249	259	333	318	283	272
	Solde	-2	-66	-83	-121	-143	-166	-119	-88
Oman	Exportations	481	400	298	323	349	272	268	745
	Importations	127	174	206	561	346	298	642	286
	Echanges	608	574	504	884	695	570	910	1031
	Solde	354	226	92	-238	3	-26	-374	459
Qatar	Exportations	39	20	13	15	8	4	14	16
	Importations	66	64	38	52	51	105	84	82
	Echanges	105	84	51	67	59	109	98	98
	Solde	-27	-44	-25	-37	-43	-101	-70	-66
CCEAG	Exportations	21833	17708	16093	14369	20398	16571	18085	20707
	Importations	1621	1776	4663	3728	2376	1637	1918	1602
	Echanges	23454	19484	20756	18097	22774	18208	20003	22309
	Solde	20212	15932	11430	10641	18022	14934	16167	19105



Etat d'avancement du *Gulf Railway Project*

Le Gulf Railway est un projet ferroviaire international impliquant les six États du Conseil de coopération du Golfe : l'Arabie saoudite, Oman, Koweït, Bahreïn, Émirats arabes unis et Qatar. Le projet prévoit qu'à l'horizon 2021 une ligne ferroviaire à voie unique d'une longueur de 2 116 km sera construite, longeant la côte occidentale du golfe arabo-persique en allant de Koweït, depuis la frontière irako-koweïtienne, à Mascate. Dans un premier temps, cette ligne devrait permettre de transporter des marchandises avant de s'ouvrir aux voyageurs à plus long-terme. Le coût du projet est estimé à plus de 200 Mds USD. En raison de la chute des cours du pétrole, le projet, initialement prévu pour une mise en service en 2018, a été reporté à une date (improbable) de fin des travaux fixée à décembre 2021.

Koweït

Sur le tronçon koweïtien du réseau Gulf Railway, le projet de raccordement ferroviaire régional est géré par la PART (Public Authority for Roads & Transport). Estimée à 2,4 Mds EUR, la voie ferrée de 300 km reliant Salmi (au sud – près de la frontière saoudienne) à Port Mubarak (au nord – frontière irakienne) est attendue au plus tard en 2021. Un financement de type « partenariat public-privé - PPP » est envisagé. 44 % des parts du projet devraient être détenues par un consortium privé, 50 % par des investisseurs koweïtiens et les 6 % restants par l'Etat. L'expertise reconnue des sociétés françaises dans les transports devrait être sollicitée pour la partie « rail », « signalisation », « signalétique » et le conseil.

A ce jour, aucun appel d'offres n'a encore été lancé et les autorités koweïtiennes sont en train de mettre en place un système d'indemnisation pour les koweïtiens situés sur le tracé de la future voie ferrée.

Arabie Saoudite

Dans le Royaume, le projet est placé sous l'autorité de la Saudi Arabian Railway (SAR). Dans la cadre du développement ferroviaire, visant à promouvoir le transport des marchandises, des progrès sont déjà visibles en termes d'accords internationaux. À ce jour, 16 accords techniques ont été conclus pour couvrir la conception, la construction et les aspects opérationnels du réseau ferroviaire. Ce projet intervient également dans un contexte où le pays s'ouvre progressivement au tourisme et compte émettre d'ici peu des premiers visas touristiques.

Sur les 2 116 km de lignes prévues, 663 km seront sur le territoire saoudien. Un petit tronçon de la future ligne est actuellement en construction, reliant le site industriel de Jubail à Ras Al-Khair. La date de fin des travaux n'est pas encore connue. **A ce jour, aucun appel d'offres n'a encore été lancé et les autorités saoudiennes concentrent actuellement leurs efforts sur le Land Bridge Project qui doit relier Riyad à Djeddah afin de permettre de traverser le Royaume d'Est en Ouest.**

Bahreïn

A Bahreïn, du fait de la nature insulaire du pays, le raccordement au GCC Railway est suspendu à la réalisation du King Hamad Causeway, qui doit soulager le trafic sur le pont existant et qui comprendra une liaison ferroviaire et une liaison routière.

La maîtrise d'ouvrage du projet, dont le calendrier prévoit une livraison d'ici à 2024, est assurée par les deux ministères des Transports de Bahreïn et d'Arabie Saoudite, et la King Fahd Causeway Authority. La forme juridique retenue pour le gros œuvre, dont le montant est estimé à 4 Mds USD, sera celle d'une concession de service public avec transfert de l'actif à l'autorité contractante à l'issue du contrat (25 à 30 ans). Le projet devrait être réalisé via une société-projet réunissant promoteurs, sociétés de BTP, banques et ECA.



A ce jour, plusieurs incertitudes demeurent : le mode de rémunération, le niveau du risque opérationnel et le schéma de financement restent à définir.

Qatar

L'ensemble des projets de transport sont placés sous l'autorité du ministère des Transports et des Communications. Le plan initial côté qatarien consistait en 5 lignes de fret et mixtes (fret et passagers) de 350 km reliant la capitale aux villes de Ras Laffan, Mesaieed (où sont concentrées les principales industries qatariennes), Dukhan, Al Khor et Al Shamal, ainsi qu'au port Hamad et à l'aéroport, finalement connectées au réseau CCEAG au niveau du poste frontalier d'Abu Samra. La phase 1 devait tout d'abord relier Mesaieed, le port Hamad et la capitale Doha à la frontière saoudienne (passagers et fret). La phase 2 devait relier Doha à Manama en haute vitesse (passagers).

Après un premier report pour après 2021 pour des raisons budgétaires, il est peu probable que le projet redémarre à court/moyen terme dans un contexte de crise régionale, alors que les autorités sont focalisées sur l'avancement des projets de transports urbains (métro et tramway) avec pour échéance 2022.

Emirats Arabes Unis

Aux Emirats Arabes Unis, le projet est porté par l'entité **Etihad Rail** (anciennement Union Railway), créée en 2009 par loi fédérale et dont la présidence est assurée par Sheikh Theyab bin Moyammed bin Zayed Al Nahyan, Président du département des transports d'Abu Dhabi, et la vice-présidence par Mattar al Tayer, Président de la Roads & Transports Authority (RTA) de Dubai.

La première phase du projet, reliant les champs de gaz de Shah (zone désertique du sud-ouest du pays) à la raffinerie d'Habshan, au dépôt de Mirfa et au port de Ruwais, **a commencé ses activités commerciales en décembre 2015.**

La deuxième phase du projet, telle que conçue initialement, devait permettre de relier le réseau existant d'une part, aux ports d'Abu Dhabi et de Jebel Ali à Dubai et, d'autre part aux frontières saoudienne et omanaise, et s'étendre sur 628 km. Etihad Rail avait annoncé en janvier 2016 la suspension du processus d'appel d'offre relatif à la phase 2, pour des raisons financières. **Début mars 2018, Etihad Rail a annoncé la relance de l'appel d'offres pour la phase 2**, consécutivement à l'adoption par le Cabinet fédéral d'une loi ferroviaire ayant pour vocation de rendre le projet plus attractif pour les investisseurs. Le nouveau périmètre de la phase 2 semble exclure le développement de la ligne permettant de relier le réseau à Al Ain. **Pour cette phase du projet, le contrat d'assistance à la maîtrise d'ouvrage (Project Management Consultancy) a été attribué au groupe français Egis mi-mai 2018.**

Oman

Le tronçon du Sultanat d'Oman est porté par Oman Rail, entreprise détenue à 100 % par le gouvernement omanais à travers sa holding du secteur logistique ASYAD. Oman Rail est rattaché au Ministère des Transports et des Communications (MOTC). Le projet prendra, très probablement, la forme d'un PPP.

Compte-tenu de difficultés financières importantes ainsi que de la position diplomatique délicate du pays au sein du CCEAG (maintien du dialogue avec l'Iran et le Qatar) le projet est actuellement à l'arrêt.

Oman Rail se concentre pour le moment sur un tronçon bien précis, le projet de ligne « minière » entre les mines du Dhofar et Duqm (en phase d'étude de faisabilité). Ce projet est prioritaire car il doit permettre à Duqm de devenir un hub minier et favoriser son essor en tant que plaque-tournante commerciale régionale.



Les ENR dans la Péninsule arabique : point de situation

1) Les pays de la région souhaitent développer leur production d'énergies renouvelables pour répondre à des besoins estimés importants en termes de consommation d'énergie

La consommation d'électricité des pays de la Péninsule arabique est particulièrement importante en raison des besoins liés au climat particulièrement chaud et aride, à une isolation insuffisante des habitations dans plusieurs pays mais aussi aux subventions publiques qui ont pu entraîner des habitudes de consommation excessive. Si les subventions sont en train d'être progressivement supprimées pour des raisons principalement budgétaires, la consommation d'électricité devrait néanmoins continuer d'augmenter dans la région, compte tenu des besoins générés par l'évolution démographique et par le développement économique (notamment les projets d'infrastructures et immobiliers). **Pour répondre à ces besoins, chacun de ces pays entend développer sa production d'énergies renouvelables**, en tirant partie du potentiel important dans le solaire et de la baisse des coûts d'exploitation. Pour ce faire, ils se sont fixés officiellement des objectifs ambitieux d'augmentation de la part des ENR dans leur mix énergétique.

Pays	Objectif de la part des ENR (en % du mix énergétique)
Arabie saoudite	10 % à l'horizon 2023
Emirats arabes unis	44 % à l'horizon 2050 (EAU) 7 % à l'horizon 2020, 25 % à l'horizon 2030 et 75 % à l'horizon 2050 (Emirat de Dubaï)
Koweït	15 % à l'horizon 2035
Oman	10 % à l'horizon 2025
Qatar	20 % à l'horizon 2030
Bahreïn	5 % d'ici 2025, 10 % à l'horizon 2035

Pour atteindre leurs objectifs, des plans d'investissement ont été lancés aux Emirats arabes unis (136 Mds EUR à horizon 2050 et un fonds vert de 27 Mds USD a été créé à Dubaï), au Koweït (100 Mds USD sur les 20 prochaines années) et en Arabie saoudite (de 30 à 50 Mds USD d'ici 2030). Qatar, Oman et Bahreïn n'ont pas encore publié à ce jour de programme d'investissement public dédié aux ENR. Le recours à des schémas de partenariats publics-privés est de plus en plus recherché dans une majorité de ces pays.

2) Environnement réglementaire et contraintes de production

Certains pays disposent d'un cadre réglementaire favorable, à l'image des Emirats arabes unis où les producteurs peuvent vendre directement leur surplus d'électricité au réseau local, ou le Koweït qui propose des exemptions d'impôts. Les autorités saoudiennes œuvrent à améliorer les conditions d'exploitation en cherchant à mettre en place un système de subvention pour l'énergie solaire et en développant un nouveau type de contrat permettant de vendre directement de l'électricité aux industriels. En revanche, certains pays n'ont pas encore établi de cadre réglementaire dédié aux ENR (Qatar et Oman), ce dernier ne disposant toujours pas d'un cadre réglementaire sur les partenariats publics-privés.

Malgré un avantage pour le solaire résultant d'un fort ensoleillement annuel, la production d'énergies renouvelables peut faire face à des difficultés liées à l'environnement (sols, tempêtes de sable, taux d'humidité élevé...) ou à des aspects techniques (entretiens de panneaux solaires dans certains pays). Des contraintes existent également en ce qui concerne l'obligation d'employer des personnes locales (notamment en Arabie saoudite et en Oman), d'utiliser des équipements locaux ou de nouer des partenariats avec des sociétés locales sur l'ensemble des pays de la région.

3) Grands projets et appels d'offres en cours

Arabie saoudite



Lettre de la Péninsule arabique – Juillet 2018 © DG Trésor

- Le projet photovoltaïque de 300 MW à Sakaka, dans la région de *Al Jouf*, a été attribué en février 2018 à la société saoudienne ACWA Power (après l'élimination du consortium Masdar-EDF qui était moins-disant). Sa construction devrait débuter dans les prochains mois.
- Projet éolien de 400 MW à Dumat Al Jandal, dans la région de *Al Jouf*, lancé en août 2017. Quatre entreprises, dont deux consortiums français (EDF/Masdar et Engie/SSEM), ont participé à l'appel d'offres final lancé en juin 2018 dont les résultats devraient être annoncés en décembre 2018.
- Pour 2018, il est prévu de lancer des projets d'une capacité totale de 1,02 GW (dont 620 MW de solaire et 400 MW d'éolien), mais aucun appel d'offre n'a été formulé à ce stade.
- Un « méga-projet » solaire de 200 GW à l'horizon 2030 a été annoncé en mars 2018 en partenariat avec la holding japonaise *Softbank*.

Emirats arabes unis

- La centrale solaire à concentration (capacité de 100 MW) « Shams 1 » a été inaugurée en 2013 à Abu Dhabi. Le projet, dont les investissements se sont élevés à 600 M USD a été piloté par une co-entreprise entre Masdar (60 %), Total (20 %) et l'Espagnol Abengoa (20 %).
- Le projet de parc solaire Mohammed bin Rashid Al Maktoum devrait être doté d'une capacité de 1 GW à l'horizon 2020 et de 5 GW à l'horizon 2030 pour un investissement total estimé à 13,6 Mds USD. La phase 1 (13 MW) et la phase 2 (200MW), attribuée à ACWA Power et la société espagnole TSK, ont été inaugurées respectivement en 2013 et mars 2017. La phase 3 a été allouée à un consortium piloté par Masdar, en partenariat avec EDF, et dont la première tranche a été inaugurée le 30 avril 2018. La phase 4, composée d'une centrale solaire à concentration d'une capacité de 800 MW, a été remportée par un consortium comprenant ACWA Power et Shanghai Electric.
- Un projet de centrale solaire Sweihan à Abu Dhabi (1,17 GW) a été attribué au consortium Mauberni/Jinko Solar en mars 2017
- L'agence fédérale en charge des Emirats du Nord, devrait lancer sous peu un appel d'offre pour la construction d'une centrale solaire de 200 MW dans l'Emirat de Ras Al Khaimah.
- Dubai Electricity & Water Authority a lancé le projet de première centrale hydroélectrique du Moyen-Orient à Hatta (250 M W) pour lequel EDF a remporté le contrat d'assistance à la maîtrise d'ouvrage et réalise les études.
- Un contrat pour la conception, la construction et l'exploitation du premier centre de valorisation énergétique des déchets à Sharjah (300 000t et 30MW/an) a été remporté par CNIM, auprès de Bee'ah en partenariat avec Masdar.

Koweït

- Premier projet de centrale solaire « Sidrah 500 » opéré par Kuwait Oil Company en 2016 (production annuelle de 10 MW pour un coût initial de 100 M USD).
- Le complexe Al Shagaya prévoit une production de 2 000 MW annuels à partir de 2025 contre 60 MW en 2017. Il comprend des centrales solaires thermodynamiques d'une capacité de production de 1 150 MW, des centrales photovoltaïques de 700 MW et un parc éolien de 150 MW en 2035 en charge d'optimiser la consommation d'énergie. Une extension du site serait prévue avec la construction d'une centrale photovoltaïque à Dibidah (capacité de 1 GW pour un investissement de 1,2 Md USD) qui devrait être opérationnel d'ici 2021.
- Le projet Al Kabd prévoit la production de 100 MW d'électricité à partir du traitement de 50 % de la production koweïtienne de déchets solides. L'entreprise française CNIM a été désignée « meilleur investisseur » à l'été 2017, mais le projet n'a pas encore été officiellement attribué.



- La construction d'une centrale électrique mixte à Al-Abdaliya (capacité de 26 MW pour un investissement de 720 M USD) devrait être réalisée sous la forme d'un partenariat public-privé avec une licence de 25 ans sur la base « *Build, Operate and Transfer* ».

Oman

- La première centrale solaire du pays (d'une capacité de 500 MW) situé à Ibri (300 kilomètres à l'ouest de Mascate) devrait opérationnelle d'ici à 2021. Oman Power and Water Procurement Company a publié la liste des entreprises et consortiums pré-qualifiés dans le cadre de l'appel d'offre lancé fin 2017 pour la construction. Compte tenu des difficultés budgétaires du Sultanat, la structuration financière du projet devrait constituer un critère non-négligeable dans son attribution, prévue d'ici fin 2018.
- L'autorité de régulation de l'électricité a lancé la 2^{ème} phase du programme *Sahim*, visant à couvrir entre 10 et 30 % du parc résidentiel omanais par des panneaux solaires sur toits, sous l'égide de développeurs ayant eu jusqu'au 6 juin pour manifester leur intérêt (en dépit d'un prix de l'électricité jugée trop bas par les industriels).
- Le *Petroleum Development of Oman* a lancé début janvier un appel à intérêt pour une ferme solaire de 100 MW, située à 210 km au nord de Salalah, pour produire de l'électricité sur la base d'un contrat de long terme de 23 ans. Ce projet, de type *Build, Own, Operate and Transfer (BOOT)*, serait le 1er de type *Independent Power Producer* développé par PDO.
- Trois nouveaux parcs éoliens sont envisagés d'ici à 2023/24 : Dhofar II (150 MW) ainsi que deux autres parcs (200 MW chacun) à Duqm et à nouveau dans le Dhofar. Financé par l'*Abu Dhabi Fund for Development*, le 1er parc éolien du Sultanat, d'une capacité de 50 MW, est en cours de construction, sous l'égide de l'entreprise émirienne *Masdar* en lien avec *RAECO (Rural Areas Electricity Co.)*.
- Transfert de la gestion des déchets à des opérateurs privés dans chacune des 11 régions du Sultanat. Plusieurs contrats viennent d'être attribués par régions après appels d'offres, mais les deux plus importants contrats relatifs à Mascate n'ont pas encore été attribués.

Qatar

- Premier projet de parc solaire photovoltaïque à Al Kharsaa porté par *Qatar Petroleum* et *Qatar Electricity and Water Company* à travers la joint-venture *Siraj Energy* Sa capacité devrait atteindre 350 MW d'ici 2020 et 700 MW d'ici 2022. Kahramaa, en charge de la sélection du ou des partenaires étrangers, a publié un questionnaire de pré-qualification au mois de mai 2018.
- Kahramaa a commandité des études pour évaluer les potentialités en énergie éolienne dans les zones du pays, sans retombées à ce stade.

Bahreïn

- Annonce en février 2018 de 7 initiatives en faveur des énergies renouvelables, dont le développement d'un projet de centrale solaire de 100 MW approuvé par le Ministère de l'Electricité et de l'Eau, sous la forme d'un IPP (AO à venir). Plan relatif à l'efficacité énergétique, notamment sur la construction de nouveaux bâtiments.

Un Club Français des Energies renouvelables pour le Moyen-Orient ("*French Efficiency - Clean Energy*") a été lancé sous l'impulsion du Service Economique d'Abu Dhabi en janvier 2017. Piloté par Engie et Akuo Energy, il a vocation à fédérer les entreprises françaises et faciliter les échanges et les interactions avec l'ensemble des acteurs publics et privés, locaux et multilatéraux dans le secteur des Energies propres au Moyen-Orient. Constitué de 18 entreprises à sa création, il en compte aujourd'hui une trentaine.


Calendrier des événements économiques
Juin

Date	Lieu	Événement	Contact
25/06	Paris, France	Conférence MEDEFI sur les fonds souverains	patrice.pous@dgtresor.gouv.fr hanan.elchami@dgtresor.gouv.fr
25-26/06	Abu Dhabi, EAU	UAE-France Oil and Gas Connecting days 2018 (ADNOC)	Sidi.achouchi@businessfrance.fr director@fbgabudhabi.com
26-28/06	France	Visite de parcs industriels gérés par Total et Colas par une délégation de Petroleum Development of Oman	
28/06	France	Lancement de la participation française à l'Exposition universelle 2020	
28/06	Mascate, Oman	Mission Conseillère régionale INPI	

Juillet

Date	Lieu	Événement	Contact
03/07	France	Journée d'information Emirats arabes unis au Conseil Régional Hauts de France (en présence du Commissaire général Erik Linquier)	
03-04/07	France	Invitation par le Comité Anti-Contrefaçon français à l'Emirates Intellectual Property Association à une réunion de travail avec leurs homologues d'Italie, Côte d'Ivoire et Maroc	carole.bremeersch@dgtresor.gouv.fr
05/07	France	Présentation par la Conseillère INPI et les représentants du « Brand Protection Group Gulf » des moyens de lutte contre la contrefaçon dans les pays du Golfe aux membres de l'UNIFAB	carole.bremeersch@dgtresor.gouv.fr
05/07	France	Journée Proche Moyen Orient en Auvergne-Rhône-Alpes	Business France
05/07	France	Journée Pays du Golfe	French Business Council
09/07	France	Rencontre d'une délégation de Public Establishment for Industrial Estates avec les dirigeants du Port de Marseille-Fos à Marseille	Business France
10/07	France	Rencontres DEWA en France	Business France

Septembre

Date	Lieu	Événement	Contact
20/09	Dubaï, EAU	Conférence pays « Arabie saoudite » avec la présence de François Gouyette, Ambassadeur de France en Arabie saoudite et d'Alain Chouan, Chef du Service économique de Riyad	French Business Council
24-27/09	Karachi, Pakistan	Mission Pays « Pakistan »	French Business Council
25/09	Dubaï, EAU	Forum Travailler ensemble	French Business Council French Business Group
25-26/09	Dubaï, EAU	2018 International Law Enforcement IP Crime Conference organisée par Interpol et l'Emirates Intellectual Property Association avec la présence	carole.bremeersch@dgtresor.gouv.fr



Lettre de la Péninsule arabique – Juillet 2018 © DG Trésor

		de Monsieur le Sénateur Yung, Président du Comité National Anti-Contre-façon (et Sénateur des français de l'étranger).	
30/09	Abu Dhabi, EAU	Entretiens d'Abu Dhabi (consacrés à l'intelligence artificielle)	French Business Group

Octobre

Date	Lieu	Événement	Contact
09-11/10	Paris, France	Forum d'affaires franco-émirien Forum MEDEF International / Dubai Chamber Accueil d'une délégation émirienne par la CCI de la région Paris Île-de-France 4 ^{ème} édition de BPI France Inno Génération à l'AccorHotels Arena	MEDEFI CCIPIdF BPI France
14-18/10	Dubaï, EAU	Salon GITEX, Pavillon France	fayssal.majid@businessfrance.fr
14-15/10	Dubaï, EAU	Projet de déplacement du Secrétaire d'Etat auprès du Premier Ministre, chargé du Numérique à l'occasion du GITEX	patrice.pous@dgtrésor.gouv.fr
mi-octobre	Mascate, Oman	Évènement attractivité à l'Ambassade de France en lien avec BPI France et Business France	gilles.bordes@dgtrésor.gouv.fr
23-25/10	Riyad, Arabie saoudite	Forum Future Investment Initiative	alain.chouan@dgtrésor.gouv.fr
25-28/10	Riyad, Arabie saoudite Abu Dhabi et Dubaï, EAU	Projet de déplacement en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis du Ministre de l'Economie et des Finances	alain.chouan@dgtrésor.gouv.fr patrice.pous@dgtrésor.gouv.fr
21-25/10	Paris, France	Salon SIAL 2018 – rencontre avec les grands comptes des Emirats	paola.mason@businessfrance.fr
29-31/10	Doha, Qatar	Salon Milipol Qatar	
30/10-01/11	Dubaï, EAU	Salon Gulghost des équipements pour l'hôtellerie et la restauration avec pavillon français	laure.cassioli@businessfrance.fr
30/10-01/11	Dubaï, EAU	Salon Speciality Food Festival des produits alimentaires gourmets avec pavillon français	margaux.houllier@businessfrance.fr

Novembre

Date	Lieu	Événement	Contact
début novembre	Mascate, Oman	Évènement autour de la promotion du tourisme en Oman auprès des touristes français organisé par l'Omani France Friendship Association	http://omanifrenchassociation.org
01-03/11	Riyadh, Arabie Saoudite Doha, Qatar	Rencontres acheteurs équipements et services sportifs	christelle.peyran@businessfrance.fr
04-08/11	EAU, Qatar, Koweït	Rencontres acheteurs divertissements loisirs spectacles et événementiel culturel	andrea.derosseto@businessfrance.fr
06-08/11	Dubaï, EAU	Salon Gulfood Manufacturing, Pavillon France	adrien.catayu@businessfrance.fr marie.cambon@businessfrance.fr
10-14/11	Bagdad, Irak	Foire internationale de Bagdad	isabelle.duval@businessfrance.fr evelyne.dalisson@businessfrance.fr



Lettre de la Péninsule arabique – Juillet 2018 © DG Trésor

12-15/11	Abu Dhabi, EAU	Salon ADIPEC (Oil and Gas)	agnes.hagyak@businessfrance.fr
13-14/11	Doha, Qatar	World Innovation Summit for Health (WISH)	
19-20/11	Dubaï, EAU	Colloque régional Météorologie organisé avec l'association PROMETEO	Business France
25-28/11	Dubaï, EAU	BIG 5 (construction) avec salon français	catherine.mille@businessfrance.fr
25-26/11	Doha, Qatar	délégation de chefs d'entreprise à Doha – MEDEF International	cdorgnac@medef.fr
25-26/11	Doha, Qatar	Forum d'Affaires Qatar-France	christelle.peyran@businessfrance.fr marycarmen.palmi@businessfrance.fr
27-28/11	Manama, Bahreïn	Visite d'une délégation de Business France sur la « Fintech »	Business France



INDICATEURS REGIONAUX

Indicateurs internes

	Arabie saoudite	Bahreïn	Emirats arabes unis	Koweït	Oman	Qatar	Yémen	CCEAG
Capitale	Riyad	Manama	Abu Dhabi	Koweït	Mascate	Doha	Sanaa	
Superficie (km²)	2 149 690	771	83 600	17 820	309 500	11 610	527 970	
Population 2017 (M d'habitants)	32,4	1,3	10,1	4,3	4,1	2,7	30,0	55,1
PIB Nominal (Mds USD)								
2017 (e)	684	35	377	120	72	166	17	1 455
2018 (p)	748	38	412	135	80	184	14	1 597
2019 (p)	759	40	428	140	84	194	18	1 645
PIB / hab. (USD)								
2017 (e)	21 120	24 029	37 226	27 319	17 973	60 804	551	30 262
2018 (p)	22 650	25 547	39 484	29 880	19 391	66 202	449	32 523
2019 (p)	22 538	26 278	39 802	30 109	19 488	68 977	551	33 084
Croissance réelle (%)								
2017 (e)	-0,9	3,8	0,5	-2,5	-0,3	2,1	-13,8	-0,2
2018 (p)	1,9	3,2	2	1,3	2,1	2,6	-0,5	2,0
2019 (p)	1,9	2,6	3	3,8	5,7	2,7	17,9	2,7
Taux de chômage (%)								
2017 (e)	5,5	1,2	1,7	2,1	16	0,1	14	
2018 (p)	5,4	1,2	1,7	2,1	16,2	0,1	14,2	
2019 (p)	5,3	1,2	1,7	2	16,2	0,1	14	
Inflation moyenne (%)								
2017 (e)	-0,9	1,4	2	1,5	1,6	0,4	4,9	
2018 (p)	3,7	2,9	4,2	2,5	2,5	3,9	23	
2019 (p)	2	4,9	2,5	3,7	3,5	3,5	20	
Solde budgétaire (% du PIB)								
2017 (e)	-9,3	-14,3	-1,8	3,9	-12,7	-1,6	-8,5	-5,7
2018 (p)	-4,6	-8,9	-1,4	7	-5	2,8	-14,3	-2,1
2019 (p)	-1,7	-8,4	-0,8	6,1	-3,5	7,5	-8,9	0,0
Dettes publiques (% du PIB)								
2017 (e)	17,2	88,7	19,5	20,6	46	54	141	25,4
2018 (p)	19,1	89	19	26,7	49,5	55,4	128,8	27,1
2019 (p)	20,3	92,5	19,3	32,4	49,5	52	96,1	28,1



Indicateurs externes

	Arabie saoudite	Bahreïn	Emirats arabes unis	Koweït	Oman	Qatar	Yémen	CCEAG
Exportations françaises (M EUR)								
2015	3 147	130	3 843	1 113	464	2 730	109	11 427
2016	4 142	125	3 603	374	312	1 817	97	10 372
2017	4 506	267	3 403	433	295	1 996	79	10 900
Part de la France dans les importations du pays (%)								
2016	3,1	1,5	1,6	2,0	0,9	3,9	1,9	
2017	3,5	1,8	1,6	0,8	0,8	3,2	1,6	
Rang de la France comme fournisseur								
2016	8	13	12	11	18	10	17	
2017	8	10	12	11	19	9	17	
Importations françaises (M EUR)								
2015	5 084	88	1 044	601	55	244	1	7 116
2016	3 809	83	1 049	383	20	239	1	5 583
2017	4 131	202	1 094	331	20	680	1	6 458
Solde commercial bilatéral pour la France (M EUR)								
2015	-1 938	42	2 799	513	409	2 485	108	4 311
2016	333	42	2 554	-10	291	1 578	96	4 789
2017	375	65	2 309	102	274	1 316	78	4 442
Solde courant (Mds USD)								
2017 (e)	15	-2	18	2	-11	2	0	
2018 (p)	73	-1	22	8	-6	5	-1	
2019 (p)	71	-1	22	5	-5	4	-1	
Solde courant (% du PIB)								
2017 (e)	2,2	-4,5	4,7	2	-15,5	1,3	-1	
2018 (p)	9,3	-2,3	5,3	5,8	-6,9	2,5	-6,5	
2019 (p)	8,8	-2,1	5,1	3,6	-5,9	1,8	-3,8	
Réserves en avoirs extérieurs (mois d'importations de biens et services)								
2017 (e)	28,4	1,5	3,3	6,9	5,2	2,6	1	
2018 (p)	29,2	1,2	3,4	7	5	3,3	0,6	
2019 (p)	30,2	1,1	3,5	7	4,8	4,1	1,2	



Lettre de la Péninsule arabique – Juillet 2018 © DG Trésor

Hydrocarbures

	Arabie saoudite	Bahreïn	Emirats arabes unis	Koweït	Oman	Qatar	Yémen	CCEAG
Production de pétrole (M de barils / jour)								
2017 (e)	10	0,2	2,9	2,7	1	0,6	0	17,4
2018 (p)	10,1	0,2	2,9	2,7	1	0,6	0,1	17,7
2019 (p)	10,2	0,2	3	2,8	1	0,6	0,1	17,9
Production de gaz naturel (équivalent de M de barils / jour)								
2017 (e)	2,2	0,4	1	0,2	0,7	4,2	0	8,7
2018 (p)	2,2	0,4	1,1	0,2	0,7	4,2	0,1	8,9
2019 (p)	2,3	0,4	1,1	0,3	0,8	4,3	0,1	9,3
Prix moyen du baril permettant d'équilibrer le solde budgétaire (USD)								
2017 (e)	82,6	116,2	62,4	46,9	89	48,3	125	
2018 (p)	87,9	113	71,5	48,1	80,3	47,1	nd	
2019 (p)	77,9	110	64,8	48,1	71,9	44,5	nd	
Prix moyen du baril permettant d'équilibrer le solde courant (USD)								
2017 (e)	49	70,1	37,8	48,9	81,5	49,6	nd	
2018 (p)	51,8	77,2	43,8	52,8	84,1	57	nd	
2019 (p)	54,2	74,5	41,7	52,3	80,3	54,6	nd	

Source : FMI et Service économique régional

Informations complémentaires et publications des Services économiques de la Péninsule arabique :

Direction générale du Trésor : www.tresor.economie.gouv.fr

Nouveaux sites Internet des Services économiques :

Les Services économiques dans le monde : www.tresor.economie.gouv.fr/Ressources/Pays

SE Arabie saoudite (Riyad, Djeddah) : www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/SA

SE Bahreïn (Manama) : www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/BH

SE Emirats arabes unis (SER Dubai, Abu Dhabi) : www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/AE

SE Koweït (Koweït City) : www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/KW

SE Oman (Mascate) : www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/OM

SE Qatar (Doha) : www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/QA

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Dubaï (adresser les demandes à alban.aubert@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional de Dubaï s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteurs : SER Dubaï et les Services Économiques de la Péninsule Arabique (Abu Dhabi, Doha, Koweït, Manama, Mascate, Riyad, et le correspondant à Djeddah).

Adresse : Al Habtoor Business Tower, 24th floor, Dubai Marina P.O. Box 3314, Dubaï, Emirats arabes unis

Revu par : Patrick Erbs

Abonnement gratuit par email :

alban.aubert@dgtresor.gouv.fr

(Indiquer nom, prénom, entreprise, fonction, tél et email)